

# Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne –  
Franche-Comté  
Service Transport et Mobilité



## A.7 – Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Aménagement à 2x2 voies entre l'autoroute A36 et Devecey

RN57 – Travaux de réhabilitation du giratoire Est de l'échangeur Nord

Version 01

**Nicolas ROY Coordination S.P.S.**

*4, route de Courtefontaine*

39700 SALANS

TEL/ Fax : 03.84.80.11.96 - PORTABLE :

06.07.87.19.51

<b>1 - Organisation de la coordination.....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 - Textes de loi, décrets et principaux règlements applicables.....</b>	<b>4</b>
<b>1.2 - Mission du coordinateur .....</b>	<b>5</b>
Mission.....	5
Autorité du coordinateur.....	5
Interventions du coordonateur .....	5
Registre Journal .....	6
Principes généraux de prévention .....	6
Dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage .....	6
<b>1.3 - Obligations des entreprises .....</b>	<b>7</b>
Inspection Commune .....	7
Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.....	7
<b>2 - Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1 - Présentation du projet .....</b>	<b>8</b>
Nature de l'opération .....	8
Maître d'ouvrage.....	8
<b>2.2 - Renseignements généraux.....</b>	<b>8</b>
Calendrier général de l'opération .....	8
Déclaration préalable .....	8
Décomposition de l'opération.....	8
Nombre d'entreprises .....	8
<b>2.3 - Intervenants .....</b>	<b>9</b>
Maître d'ouvrage.....	9
Maître d'œuvre.....	9
Coordonnateur SPS.....	9
Entreprises.....	9
Communes concernées .....	9
<b>2.4 - Organismes de prévention et services d'intervention.....</b>	<b>10</b>
Organisme de prévention.....	10
Services d'intervention en cas d'accident ou d'incendie.....	10
<b>3 - Mesures d'organisation générale du chantier .....</b>	<b>11</b>
<b>3.1 - Principe constructif.....</b>	<b>11</b>
<b>3.2 - Planning.....</b>	<b>11</b>
<b>3.3 - Installations de chantier .....</b>	<b>12</b>
Plan d'installation de chantier.....	12
Installations communes.....	12
Installations particulières .....	12
Moyens mis à la disposition du CSPS.....	12
<b>3.4 - Sujétions liées au site.....</b>	<b>13</b>
Terrain .....	13
Sous-sol.....	13
Aérien .....	13

Sujétions d'exécution des travaux par rapport au site.....	13
<b>3.5 - Mesures globales de sécurité .....</b>	<b>14</b>
Fouilles en tranchée .....	14
Stabilité des parois de déblais .....	16
Appareils de levage .....	16
Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques .....	16
Conduite des engins et véhicules .....	18
Travail en hauteur .....	18
<b>4 - Mesures de coordination prises par le coordinateur .....</b>	<b>19</b>
4.1 - Voies ou zones de déplacement.....	19
4.2 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels .....	20
4.3 - Délimitation de l'aménagement des zones de stockage .....	20
4.4 - Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et décombres.....	21
4.5 - Conditions d'enlèvement des matières dangereuses .....	21
4.6 - Utilisation des protections collectives, des accès provisoires .....	21
Principes généraux .....	21
4.7 - Protections individuelles.....	22
<b>5 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site ou à proximité .....</b>	<b>23</b>
<b>6 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>24</b>
<b>7 - Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnes ainsi que les mesures prises en la matière</b>	<b>25</b>
7.1 - Moyens de secours extérieurs – Appels de secours .....	25
7.2 - Hommes et matériels.....	25
7.3 - Déclaration d'accidents, d'incidents, de « presque accidents ».....	25
<b>Annexe n°1 .....</b>	<b>26</b>

# 1 - ORGANISATION DE LA COORDINATION

## 1.1 - Textes de loi, décrets et principaux règlements applicables

---

(Liste non exhaustive)

- Code du travail
- Directive 92/57 CEE du 24/06/92
- Loi 93-1418 du 31/12/93(Art.L235-1 à L235-19, L263-1, L263-8, L263-10 à L263-12.)
- Décret 94-1159 du 26/12/94(Art R237-1, R238-1 à R238-45) et arrêté du 7/03/95 relatif à la coordination en matière de sécurité sur les opérations de bâtiment et de génie civil.
- Décrets 95607 95608 du 6/05/95 relatif aux travailleurs indépendants.
- Arrêté du 25/02/03 portant sur la liste des travaux présentant des risques particuliers.
- Décret 65.48 du 8/01/65 relatif à l'hygiène et sécurité des travaux du BTP.
- Décret 79.228 du 20/03/79 relatif à la formation à la Sécurité.
- Loi 91.1414 du 31/12/91 relative aux principes généraux de prévention. (Équipements de travail et moyens de protection).
- Décret 92.958 du 3/09/92 relatif à la manutention manuelle.
- Décret 92.1261 du 3/12/92 relatif à la prévention du risque chimique.
- Décret du 27 Mars 1987 relatif à l'utilisation des explosifs.
- Arrêté du 9/06/93 relatif à la vérification des appareils de levage.
- Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique (Publication UTE C 18510).

## 1.2 - Mission du coordonnateur

### Mission

La mission confiée au Coordonnateur, selon la loi 93.1418 est une mission de conseil et d'assistance dans l'exécution des obligations du Maître d'Ouvrage.

La mission du Coordonnateur débute à l'ordre de service et se termine à la réception des travaux.

Le Coordonnateur a autorité pour tout ce qui relève de sa mission sur tous les intervenants dans l'opération, il a tout pouvoir pour prendre ou faire prendre toute mesure d'urgence nécessaire à la sécurité ou à la protection de la santé des travailleurs.

Le Coordonnateur aura accès à toutes les réunions et aura communication de toutes les pièces nécessaires à sa mission.

La mission et l'intervention du Coordonnateur ne modifie, ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chaque intervenant et participant à cette opération.

### Autorité du coordonnateur

En cas de non-respect des règles définies dans le présent P.G.C. et les P.P.S.P.S., ne mettant pas en péril la vie d'autrui, le Coordonnateur transmettra ses observations par télécopie sous 24 heures. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé par le Maître d'œuvre sur proposition du Coordonnateur, celui-ci informera le Maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'Entreprise.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur pourra arrêter tout ou partie du chantier, en informer sans délai le Maître d'œuvre; les travaux ne pouvant reprendre que lorsque le risque aura disparu.

### Interventions du coordonnateur

Le Coordonnateur :

- ouvre et complète le Registre Journal.
- fait appliquer les principes généraux de prévention.
- élabore le présent Plan Général de Coordination et arrête les mesures générales en concertation avec le Maître d'Œuvre.
- définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.
- organise la coordination entre les différentes Entreprises.
- constitue et complète éventuellement, le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage.
- tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- élabore le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail.
- préside le Comité Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.
- prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

---

## Registre Journal

Chaque visite fera l'objet d'un compte rendu sur le Registre-Journal.

Les intervenants devront prendre connaissance de ces consignes, les viser, y apporter leurs observations et toutes les solutions.

Une copie du R.J. sera envoyée dans les 24 heures au Maître d'œuvre.

Ce RJ sera à disposition :

- Du Maître d'ouvrage
- De l'Inspection du Travail
- De la C.R.A.M.
- De l'O.P.P.B.T.P.
- De tous les Intervenants.

---

## Principes généraux de prévention

La Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé a pour objet de contribuer au respect de la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention, à savoir:

a- éviter les risques

b- évaluer les risques inévitables

c- combattre les risques à la source

d- adapter le travail à l'homme

e- tenir compte de l'état de l'évolution de la technique.

f- remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins.

g- planifier la prévention.

h- prendre des mesures de protection collective en leur donnant priorité sur les mesures de protection individuelles.

---

## Dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage rassemble sous bordereau, tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

À cet effet, les entreprises adresseront au coordonnateur S.P.S., un exemplaire des plans de récolement des ouvrages enterrés, un exemplaire des plans des ouvrages exécutés, ainsi que les notes techniques correspondantes aux matériaux et matériels utilisés.

## 1.3 - Obligations des entreprises

---

### Inspection Commune

Préalablement à son intervention, l'Entrepreneur prendra rendez-vous avec le Coordonnateur S.P.S. afin d'effectuer une inspection commune du chantier. (Cette inspection pourra avoir lieu à l'occasion d'une réunion de chantier).

Suite à cette inspection, l'Entrepreneur établira son Plan Particulier de Sécurité et de protection de la Santé.

---

### Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Il est obligatoirement établi par chaque Entreprise et chaque sous-traitant.

Le P.P.S.P.S. doit servir à l'exécution des ouvrages, en sécurité.

Les procédés et modes opératoires sont étudiés en amont, les Chefs de chantier en sont informés, ce qui leur permet de mieux percevoir les tâches à exécuter.

Privilégier les croquis, schémas avec commentaires, aux longues écritures qui ne seront jamais lues.

Aucun travail ne doit être exécuté avant l'établissement et l'acceptation du P.P.S.P.S.

## 2 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

### 2.1 - Présentation du projet

---

**Nature de l'opération** Aménagement à 2x2 voies de la RN57 entre l'autoroute A36 et Devecey.

---

**Maître d'ouvrage**

**Ministère de la Transition Écologique et Solidaire**  
***Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne – Franche-Comté.***

Service transports, mobilités  
TEMIS  
17E, rue Savary  
CS 31269  
25005 BESANCON CEDEX  
Tél. : 03.81.21.67.00

### 2.2 - Renseignements généraux

---

**Calendrier général de l'opération** Début des travaux : juillet 2025  
Délais d'exécution : 2 mois.

---

**Déclaration préalable** La présente opération fait l'objet d'une déclaration préalable.

---

**Décomposition de l'opération** Cette opération n'est pas décomposée en allotissement ou en tranche.

---

**Nombre d'entreprises** Nombre auquel il conviendra d'ajouter les concessionnaires de réseaux qui seront appelés éventuellement à intervenir, ainsi que les sous-traitants.



## 2.3 - Intervenants

---

### Maître d'ouvrage

**Ministère de la Transition Écologique et Solidaire**  
**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de**  
**Bourgogne – Franche-Comté.**

Service transports, mobilités  
TEMIS  
17E, rue Savary  
CS 31269  
25005 BESANCON CEDEX  
Tél. : 03.81.21.67.00

---

### Maître d'œuvre

#### **EGIS Villes & Transports**

Représenté par Mr. Alexandre LEFEBVRE

165, avenue de la Marne  
CS 32005  
59702 MARCQ-EN-BAROEUL CEDEX  
Tél. : 06.29.02.63.92

---

### Coordonnateur SPS

#### **Nicolas ROY Coordination SPS**

4, route de Courtefontaine  
39700 SALANS  
Tél./ Fax : 03.84.80.11.96 Portable : 06.07.87.19.51  
[nicolas-roy-csps@orange.fr](mailto:nicolas-roy-csps@orange.fr)

---

### Entreprises

**À préciser.**

---

### Communes concernées

#### **CHÂTILLON-LE-DUC**

1, place de la Mairie  
25870 Châtillon-le-Duc  
Tél. : 03.81.58.86.55

#### **DEVECEY**

5, Rue du Village  
25870 Devecey  
Tél. : 03 81 56 83 63

## 2.4 - Organismes de prévention et services d'intervention

---

### Organisme de prévention

#### INSPECTION DU TRAVAIL (DIRECCTE)

*Cité Administrative*

*1, Place Jean Cornet*

25000 BESANCON

Tél : 03.81.21.13.01 Fax : 03.81.81.56.91

#### C.A.R.S.A.T.

*Service Prévention*

*Parc Valmy*

21044 DIJON CEDEX

Tél : 0 821 10 21 21

#### O.P.P.B.T.P.

*Agence Bourgogne Franche-Comté*

*Immeuble Isis*

*6, rue Saint John Perse*

21000 DIJON

Tél : 03.80.78.95.20 Fax : 03.80.78.95.24

#### MÉDECINE DU TRAVAIL

*3, chemin des Cerisiers*

25000 BESANCON

Tél : 03.81.41.98.50 Fax : 03.81.51.10.11

---

### Services d'intervention en cas d'accident ou d'incendie

**SAMU : 15**

**POMPIERS : 18 (fixe) ou 112 (portable)**

**GENDARMERIE : 17**

**MÉDECIN : M. RUNGE Rémi**

*5, rue des Vergers*

25480 MISEREY-SALINES

Tél. : 03.81.58.86.57

**PHARMACIE PERRIN**

*6, rue du 09 Septembre*

25480 MISEREY-SALINES

Tél. : 03.81.58.86.57

## 3 - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

### 3.1 - Principe constructif

- 
- Le dégagement d'emprises et divers travaux préparatoires.
  - Les terrassements du chemin de désenclavement provisoire des Sondes, des zones de construction des ouvrages de rétablissement et du reméandrage du Jonchet.
  - Le dévoiement des réseaux d'assainissement au droit du chemin de désenclavement et du Jonchet.
  - La couche de forme sur le chemin de désenclavement du marché et sur le futur chemin des Sondes, et sa protection en attendant la mise en œuvre des couches de bitume.
  - La construction des ouvrages de génie civil de rétablissement (OA4bis, OH3 et OH4).
  - Les mouvements de terre végétale.
  - Le rétablissement des écoulements naturels des eaux, collecte, traitement et évacuation des eaux de ruissellement.
  - Les chaussées liées aux zones terrassées et qui seront mises en circulation.
  - Les dispositifs de sécurité provisoires et signalisations horizontale et verticale provisoires liés à la réalisation des travaux sous circulation.
  - Les dispositifs de retenue définitifs, signalisations horizontale, verticale de police et directionnelle définitive,
  - L'ensemencement hydraulique des zones à végétaliser et des dépendances terminées.

### 3.2 - Planning

---

Le planning d'exécution des travaux détaillés par ateliers, sera remis par l'entreprise avant le démarrage des travaux.

### 3.3 - Installations de chantier

---

#### Plan d'installation de chantier

La zone d'installation de chantier fera l'objet d'une protection périphérique et rigide. (Barrières type Héras ou similaire)

L'entreprise titulaire aura à sa charge les installations communes de chantier.

Elle soumettra son plan d'installation au coordonnateur pendant la période de préparation du chantier.

Les installations électriques temporaires seront vérifiées par un organisme agréé (article R 4226-21 du Code du Travail) et le PV de réception sera disponible sur le chantier.

Du fait du caractère linéaire du chantier, il conviendra de prévoir une zone d'installation principale et plusieurs installations secondaires autonomes en fonction de l'activité et des distances entre les différents postes de travail sachant que, d'après les renseignements fournis par la CARSAT Bourgogne - Franche Comté – Service Prévention -, la distance maximale entre un poste de travail et l'installation de chantier ne doit pas excéder 200 ml.

---

#### Installations communes

Les divers intervenants du chantier auront accès aux installations de chantier mises à disposition par l'entreprise titulaire suivant les modalités indiquées par elle.

---

#### Installations particulières

Les installations propres à chaque intervenant devront tenir compte du plan d'installation établi par l'entreprise titulaire.

---

#### Moyens mis à la disposition du CSPS

Le coordonnateur disposera des installations de chantier mises à la disposition du Maître d'Œuvre.

### 3.4 - Sujétions liées au site

---

#### Terrain

Pas de sujétions particulières.

---

#### Sous-sol

Présence de réseaux divers : voir retour D.I.C.T.

---

#### Aérien

Présence de lignes EDF et France Télécom : voir retour D.I.C.T.

---

#### Sujétions d'exécution des travaux par rapport au site.

L'attention de l'entreprise est attirée par le fait que les travaux se situent en périphérie d'agglomération à proximité d'axes de circulation (routes communales, départementales, nationales et domaine autoroutier) et qu'il conviendra notamment d'assurer la sécurité des usagers et des riverains.

Les voies empruntées par les véhicules de chantier seront maintenues en parfait état de propreté.

Une attention particulière sera demandée à l'entreprise sur la gestion de la fermeture de la zone chantier par des barrières rigides et jointives (type Héras ou similaire)

Le maintien des accès, des différents cheminements (véhicules et piétons) doit être pris en compte dans l'organisation générale du chantier de manière à permettre une cohabitation sécurisée pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise titulaire proposera des plans spécifiques par phases de travaux sous forme de Dossier d'Exploitation Sous Chantier où seront préciser la signalisation mise en place, les différents cheminements (piétons, véhicules, chantier...), les entrées / sorties des zones de chantier, les dispositifs de sécurité... et ces plans seront validées par l'ensemble des acteurs du chantier avant mise en place.

D'autre part, une attention particulière sera demandée sur la gestion de la circulation de chantier : véhicules et engins adaptés aux conditions d'exécution, guidage des manœuvres, organisation des circuits (entrée, sortie, stationnement...)

### 3.5 - Mesures globales de sécurité

#### Fouilles en tranchée

Les tranchées seront blindées ; au cas où l'utilisation d'un blindage préfabriqué serait impossible (croisement de réseaux, ouvrages...), l'entreprise procédera à la construction d'un blindage (banches, madriers, étrésillons...).

D'une façon générale, les entreprises respecteront les dispositions du Code du Travail ci-dessous :

##### ■ Article R4534-24 :

Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrésillonnées ou étayées.

Les parois des autres fouilles en tranchée, ainsi que celles des fouilles en excavation ou en butte sont aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. A défaut, des blindages, des étrésillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place. Ces mesures de protection ne sont pas réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés.

Ces mesures de protection sont prises avant toute descente d'un travailleur ou d'un employeur dans la fouille pour un travail autre que celui de la mise en place des dispositifs de sécurité.

Lorsque nul n'a à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour les travailleurs sont nettement délimitées et visiblement signalées.

##### ■ Article R4534-25 :

Pour la détermination de l'inclinaison à donner aux parois ou pour l'établissement des blindages, des étrésillons et des étais des fouilles en tranchée ou en excavation, il est tenu compte des surcharges dues aux constructions ou aux dépôts de toute nature, tels que matériaux divers, déblais, matériel, existant dans le voisinage, ainsi que des surcharges et des ébranlements prévisibles dus à la circulation sur les voies carrossables, les pistes de circulation et les voies ferrées se trouvant à proximité des fouilles.

##### ■ Article R4534-26 :

La reprise des fondations en sous-œuvre ne peut être exécutée que par petites portions et au fur et à mesure que les blindages, les étrésillons ou les étais mis en place assurent une sécurité suffisante.

Toutefois, cette prescription ne fait pas obstacle à l'emploi de procédés particuliers assurant aux travailleurs une sécurité au moins équivalente.

##### ■ Article R4534-27 :

Les pentes et les crêtes des parois sont débarrassées des éléments dont la chute présente un danger.

##### ■ Article R4534-28 :

Lorsque des parties en surplomb d'un terrain ne peuvent être abattues, des mesures appropriées, telles qu'étalement et consolidation, sont prises pour empêcher leur éboulement.

■ Article R4534-29 :

La mise en place des blindages, étrésillons ou étais est accomplie dès que l'avancement des travaux le permet.

■ Article R4534-30 :

Lorsque les divers éléments d'un blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments est au moins égale à la profondeur totale de la fouille.

Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage, après avoir été descendu dans la fouille, est convenablement calé.

■ Article R4534-31 :

Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur, celles-ci sont entourées de plinthes d'une hauteur de 15 centimètres au moins ou comportent un blindage dont les éléments constitutifs dépassent le niveau du sol d'une hauteur minimale de 15 centimètres.

■ Article R4534-32 :

Des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 40 centimètres au moins.

Cette berme reste constamment dégagée de tout dépôt.

■ Article R4534-33 :

Des mesures, telles que le creusement de cunettes et l'exécution de drainages sont prises pour limiter les infiltrations provenant des eaux de ruissellement.

En outre, des mesures, telles que la mise en service de pompes, sont prévues pour remédier aux effets des infiltrations qui pourraient se produire.

■ Article R4534-34 :

Après une période de pluie ou de gel, il est procédé à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. S'il y a lieu, le blindage est consolidé.

L'employeur fait procéder à cet examen par une personne compétente. Le nom et la qualité de cette personne sont consignés sur le registre de sécurité.

■ Article R4534-35 :

Les fouilles en tranchée ou en excavation comportent les moyens nécessaires à une évacuation rapide des travailleurs.

■ Article R4534-36 :

Lorsque des travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 centimètres de largeur, des moyens de passage sont mis en place.

Article R4534-37 :

Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, d'un étrésillon ou d'un étau que lorsque des mesures de protection efficaces ont été prises contre les risques d'éboulement.

Etc...

---

### Stabilité des parois de déblais

Les pentes des talus des excavations seront compatibles avec la nature des sols ; le cas échéant, les talus seront protégés à l'aide de films imperméables.

La stabilité des talus (en phase provisoire ou définitive) fera l'objet d'une validation par un bureau d'études géotechnique.

---

### Appareils de levage

Les matériels de levage et de transport seront adaptés aux matériaux et matériels.

Les appareils de levage et de manutention seront identifiés et indiqués dans le PPSPS de chaque entreprise.

Le rapport de vérification de l'engin doit être à disposition sur le chantier des organismes de prévention et du coordonnateur SPS.

Il est rappelé aux entreprises que la mise à dispositions d'un engin de levage aux autres entreprises doit se faire sous la forme d'un accord écrit entre elles et que l'engin sera toujours conduit par la personne qui le fait habituellement.

Les appareils de levage : chaînes, sangles etc. seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera en outre la direction des manœuvres, à l'aide des signes conventionnels de guidage.

En cas d'utilisation de nacelle, l'entreprise s'assurera de la stabilité et de la portance des sols.

---

### Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques

**Autorisations** Les Entreprises devront, dans les délais impartis, effectuer toutes les démarches d'autorisations nécessaires (D.I.C.T. (consultation du guichet unique), demandes d'arrêtés) auprès des Services concernés.

**Réseaux** Norme d'application obligatoire NF S 70-003 : travaux à proximité des réseaux (Juillet 2012)

**En phase de consultation**, les entreprises s'assureront que le Dossier de Consultation des Entreprises comprend bien les éléments suivants :

- Les plans du projet à l'échelle
- Toutes les déclarations de projet de travaux (DT) faites par le maître d'ouvrage à chacun des exploitants ayant des réseaux dans l'emprise de travaux concernée
- Toutes les réponses des exploitants de réseaux à ces déclarations (récépissés)
- La catégorie (réseau sensible ou classé comme tel ou réseau non sensible) et les classes de précision (A, B ou C) de chaque tronçon de réseau concerné



- Réseaux**
- Les résultats des investigations complémentaires préalables lorsqu'elles seront obligatoires réalisées sous la responsabilité du maître d'ouvrage pour localiser avec précision les réseaux classés B ou C présents dans l'emprise du projet (les réseaux de classe A ne nécessitent pas d'investigations complémentaires préalables)
  - Les clauses techniques et financières, lorsque les investigations complémentaires ne seront pas obligatoires. Cela permettra à l'entreprise d'effectuer les travaux en sécurité en fonction de leur complexité et de l'incertitude de localisation des réseaux et d'être rémunérée en conséquence.

**Avant le début des travaux**, les vérifications suivantes devront être effectuées :

- Présence sur le chantier des DICT, des réponses aux DICT, des résultats des investigations complémentaires lorsqu'elles sont obligatoires et des recommandations éventuelles des exploitants
- Information du personnel de la localisation des réseaux et des mesures de sécurité à appliquer. Le personnel devra disposer des autorisations d'intervention à proximité des réseaux.
- Accessibilité des organes de sécurité (vannes de coupure) signalés par l'exploitant pendant la durée du chantier
- Marquage piquetage réalisé par le maître d'ouvrage ou à défaut par l'exploitant du réseau sensible concerné, pris en compte et dispositions prises pour son maintien en bon état.

**En cas de travail à proximité immédiate des réseaux dangereux (gaz, électricité, eau chaude ...), l'Entreprise demandera par écrit la consignation de ces réseaux aux concessionnaires concernés.**

Si la consignation n'est pas possible, les entreprises respecteront les consignes données par les exploitants concernant les travaux à proximité des réseaux dangereux :

- Présence de lignes aériennes EDF > 50 000 V : distance de sécurité : 5 mètres.
- Présence de lignes aériennes EDF ≤ 50 000 V : distance de sécurité : 3 mètres.
- Présence de réseaux enterrés :
  - si travail à distance inférieure à 1.50 mètres : Surveillance permanente par personne habilitée.
  - si travail à distance inférieure à 0.50 mètres : Travail manuel.

La réforme DT-DICT impose aux employeurs de délivrer, avant le 1er janvier 2018, une attestation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) à leurs salariés intervenant dans la préparation des travaux à proximité de réseaux. Sont concernés, les concepteurs, les encadrants et les opérateurs. Pour obtenir l'AIPR, une de ces conditions doit être remplie :

- Être titulaire d'un Caces en cours de validité (pour les opérateurs).
- Être titulaire d'un titre, diplôme ou certificat de qualification professionnelle des secteurs d'activité par les travaux à proximité de réseaux (liste en attente de publication).

- Réseaux ■ Réussir l'examen par QCM dans un centre agréé par le ministère (en cas d'échec, le salarié peut repasser l'examen).

---

## Conduite des engins et véhicules

Il est rappelé aux entreprises que la conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs formés, qualifiés et aptes médicalement. En tout état de cause, le conducteur devra être en possession de « l'Autorisation de conduite de l'employeur » (cf. ; Code du Travail)

Les véhicules intervenants sur le chantier seront équipés au minimum, d'un avertisseur sonore de recul et d'une caméra de recul.

Si, exceptionnellement et pour une opération ponctuelle, un véhicule n'est pas équipé de caméra de recul, il sera pris en charge, de son entrée sur le chantier à sa sortie, par une personne de l'encadrement qui sera chargée du guidage de la manœuvre et de la signalisation.

---

## Travail en hauteur

Conformément au décret n° 2004-924 du 1er Septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

### Travaux de faible hauteur

Les plateformes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2.5 m.

### Hauteur supérieure à 2.5m

Au-delà d'une hauteur de 2.5m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.

### Utilisation partagée d'un échafaudage

L'échafaudage devra être monté, entretenu et démonté conformément à la recommandation R408 de la CNAMTS.

L'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles elle l'utilise effectivement.

Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.

## 4 - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDINATEUR

### 4.1 - Voies ou zones de déplacement

---

Le chantier fera l'objet d'une signalisation réglementaire d'approche, sur toutes les voies concernées; cette signalisation sera évolutive et entretenue

Une séparation rigide et jointive (barrières type Héras ou similaire avec coquilles boulonnées) sera mise en place en périphérie des sites des travaux, prévenant toute incursion du public.

Des pancartes portant la mention « chantier interdit au public » seront installées en nombre suffisant.

Les sites seront fermés en dehors des heures de travail.

Le cheminement piéton sera fléché et balisé au droit des travaux, le cas échéant, l'entreprise installera des passerelles munies de garde-corps.

Les zones de stockage des matériaux, ainsi que les installations de chantier se situeront à l'intérieur du périmètre clôturé.

Les tranchées ou excavations feront l'objet d'une protection périphérique provisoire empêchant les chutes de personnes.

L'entrepreneur est responsable du maintien de la propreté des voiries qu'il emprunte pour réaliser les travaux du présent marché. Il doit donc immédiatement prendre les mesures nécessaires à leur nettoyage.

L'entrepreneur est également tenu d'utiliser des matériels conformes à la réglementation en vigueur en ce qui concerne l'émission de bruit et de limiter les émissions de poussières au besoin par arrosage.

L'entrepreneur est tenu de respecter la législation en vigueur en matière de nuisances sonores et notamment :

- Le décret n°2007-1479 du 12 octobre 2007
- La directive européenne du 25 juin 2002
- L'arrêté préfectoral n°1841 du 18 avril 2005

Le type et la vitesse des véhicules de transport seront adaptés à la configuration de la voirie d'accès au chantier.

Les manœuvres des engins et camions seront guidées.

L'accès des véhicules de secours aux propriétés riveraines sera sécurisé et maintenu en permanence.

En cas de dénivellation importante entre les voies de circulation et la zone de chantier, une protection lourde type GBA sera mise en place.

L'entreprise organisera son chantier de façon à minimiser la présence de personnel à pied sur le chantier. (Pas de personnel à pied à proximité des véhicules et engins en mouvement ; sinon guidage des manœuvres de recul par une personne au sol)

Pas de travailleur isolé sur le chantier

Balisage et signalisation spécifique des points singuliers (stocks, engins, poste de travail isolé, zone de manœuvre, dénivellation...)

Aucun véhicule personnel n'est admis sur le chantier. L'ensemble du personnel sera transporté sur le site par un véhicule de son entreprise.

Les engins de production ont priorité sur les autres véhicules.

Les marches arrière sont interdites sur le chantier en présence de personnel à pied à proximité. Si exceptionnellement une marche arrière devait se faire, un guidage par une personne au sol est nécessaire.

Le stationnement ne se fait pas derrière un engin de chantier, les véhicules devront stationner sur les zones dédiées à cet effet.

Aucun stationnement n'est autorisé dans le périmètre d'entrée / sortie de la zone de chantier

Toute personne évoluant à l'intérieur du chantier, y compris les conducteurs d'engins et les chauffeurs, doit porter un gilet rétro réfléchissant de classe II.

Les engins et camions de transport doivent impérativement être équipés d'avertisseur sonore de recul et de caméra de recul.

L'utilisation du téléphone portable devra être limitée au strict nécessaire pour le chantier et avant de décrocher, le personnel d'encadrement devra se mettre en sécurité (à l'intérieur d'un véhicule à l'arrêt, derrière la glissière, hors des voies de circulation...)

En cas d'utilisation de séparateurs modulaires de voies (SMV), l'entreprise s'assurera de disposer d'un accotement suffisamment large pour assurer le bon fonctionnement de ce dispositif, notamment en cas de pose en crête de talus.

## 4.2 - Conditions de manutention des différents matériaux et matériels

---

Les appareils de levage seront adaptés aux matériaux manutentionnés

Le recours aux manutentions manuelles sera limité aux cas où il est impossible de recourir à des engins destinés à cet effet.

## 4.3 - Délimitation de l'aménagement des zones de stockage

---

Le nombre des zones de stockage sera limité au strict nécessaire et feront l'objet d'une protection périphérique et rigide. (Barrière type Héras ou similaire)

Les matériaux seront approvisionnés, au fur et à mesure de leur utilisation.

#### 4.4 - Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et décombres

---

Les matériaux destinés à être évacués le seront au fur et à mesure, sans stockage provisoire.

Une attention particulière sera portée sur la protection de l'environnement (aucun rejet dans le milieu naturel)

L'entreprise titulaire, ayant à sa charge l'évacuation des déblais, devra indiquer au Maître d'ouvrage, au Coordonnateur S.P.S. et aux autorités compétentes, les lieux de dépôt ultimes envisagés.

##### **Propreté du chantier**

Chaque entreprise a la charge du nettoyage de son poste de travail, aussitôt l'achèvement de ses travaux et ce journallement.

Un nettoyage est obligatoire au moins une fois par semaine, pour débarrasser le chantier des déchets et donner au chantier un bon aspect.

Une tierce entreprise pourra se substituer, à leurs frais et risques, à toute entreprise défaillante dans cette opération de nettoyage, à la demande et sous l'arbitrage du Maître d'Œuvre.

Les entreprises veilleront particulièrement au rangement du matériel et matériaux de manière à laisser en permanence libre tous les accès et, notamment, les circulations des engins et cheminement à l'intérieur du bâtiment et ce jusqu'au plan et poste de travail.

#### 4.5 - Conditions d'enlèvement des matières dangereuses

---

Les matières dangereuses ou polluées seront évacuées dans des décharges contrôlées.

En cas de découverte et de démolition de matériaux contenant de l'amiante, les entreprises se conformeront à la législation concernant notamment la protection du personnel.

Le Maître d'Ouvrage fournira à l'entreprise le résultat des diagnostics amiante réalisés sur les différents revêtements rencontrés dans l'emprise des travaux.

#### 4.6 - Utilisation des protections collectives, des accès provisoires

---

##### **Principes généraux**

- 1/ La protection collective sera toujours privilégiée à la protection individuelle.
- 2/ L'entreprise qui est à l'origine du risque devra obligatoirement la fourniture, la mise en place et l'entretien des protections collectives.
- 3/ L'entreprise intervenante sur un plan de travail non protégé devra obligatoirement mettre en place une protection collective pour protéger son personnel dans le cadre de l'obligation de résultat en matière de sécurité pour l'employeur vis-à-vis de son personnel.
- 4/ Toute protection collective déposée par une entreprise pour quelque raison que ce soit devra être remise en place correctement et à l'identique par celle-ci.

Les dispositifs de sécurité pour la maintenance devront être étudiés dès la préparation du chantier afin de les réaliser au plus tôt et qu'ils servent pendant la phase du chantier.

Les mesures de protection collectives seront préférées aux mesures de protections individuelles ; elles seront mises en œuvre avant toute activité présentant des risques.

Les protections provisoires (garde – corps, passerelle ...) ne seront déposées que lorsque le risque aura disparu (mise en place des protections définitives).

***Les modes opératoires, ainsi que les moyens en protection des tâches présentant des risques particuliers (chutes de hauteur, ensevelissement, électrification...) seront soumis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur S.P.S., préalablement au démarrage des travaux (P.P.S.P.S.).***

En cas d'intervention de Services Concessionnaires l'Entreprise mettra à disposition de ceux-ci les moyens en protection collective nécessaires.

En dehors des heures de travail, et hors de la présence du personnel de l'entreprise, les accès provisoires au chantier seront fermés.

## 4.7 - Protections individuelles

---

Le personnel affecté au chantier devra avoir subi les vaccinations correspondant aux risques biologiques encourus (tétanos, hépatite, leptospirose...).

Le personnel sera muni de gilets rétro-réfléchissants, de chaussures de sécurité, de gants, de casques, et de protections auditives et oculaires adaptées aux conditions du chantier.

Ces éléments seront changés ou nettoyés régulièrement.

## **5 - SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A PROXIMITE**

---

Les mesures à prendre pour éviter les risques (coactivité, organisation, cheminements, circulations, ...) seront énoncées lors de l'inspection commune sur place en concertation avec le Coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

## 6 - MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

---

L ' Entreprise titulaire mettra à disposition des divers intervenants ses installations permettant de (Cf. annexe n°1) :

- Changer de vêtements
- Prendre des repas chauds à l'abri
- Assurer leur propreté corporelle
- Utiliser des lieux d'aisance
- Se faire soigner immédiatement en cas de blessures bénignes

Chaque intervenant se chargera du nettoyage de sa zone de travail, et ce, chaque fin de journée.



## 7 - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNES AINSI QUE LES MESURES PRISES EN LA MATIERE

### 7.1 - Moyens de secours extérieurs – Appels de secours

---

La consigne de déclenchement des secours doit être claire et les numéros d'appels affichés, à proximité d'un téléphone, accessible à tout moment.

### 7.2 - Hommes et matériels

---

Le personnel aura à sa disposition, les protections individuelles nécessaires (gilet rétroréfléchissant, casque, lunettes, protections auditives, chaussures de sécurité...)

Une trousse de secours sera mise à disposition sur chaque atelier.

### 7.3 - Déclaration d'accidents, d'incidents, de « presque accidents »

---

L'Entreprise est tenue d'informer immédiatement, et de façon circonstanciée, le Coordonnateur SPS de tout accident, incident, et " presque accident ".

En cas d'accident grave, après avoir alerté les secouristes du travail et les services de secours, le responsable de chantier préviendra :

- La Gendarmerie
- L'Entrepreneur concerné
- Le Maître d'œuvre
- Le Coordonnateur S.P.S.
- Les organismes
- Inspection du travail (DIRECCTE)
- C.R.A.M.
- O.P.P.B.T.P.
- Médecine du travail

## ANNEXE N°1

## INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
	Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire</li> </ul>
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamniable de l'extérieur</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
	Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>
1 <sup>er</sup> Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).